



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## La connaissance statistique des revenus agricoles

Pierre Greiner

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Greiner Pierre. La connaissance statistique des revenus agricoles. In: Économie rurale. N°114, 1976. La mesure des revenus agricoles. Où en est la pomme de terre ? pp. 18-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2429>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1976\\_num\\_114\\_1\\_2429](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_114_1_2429)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Bien qu'encore très lacunaires, du fait notamment de la mauvaise connaissance fiscale des revenus individuels, les sources statistiques sur les revenus agricoles fournies par l'INSEE ou le Service Statistique du Ministère de l'Agriculture sont finalement assez nombreuses et complémentaires, de sorte que les revenus agricoles sont sans doute les moins mal connus des revenus non salariaux. On a distingué dans l'étude les sources qui proviennent d'une approche directe : le réseau comptable au niveau micro-économique, les comptes nationaux et départementaux au niveau macro-économique, et les sources provenant de calculs « indirects » telles que la décontraction des comptes par catégories d'exploitation réalisées par le SCEES (Analyse 70) ou les comptes de ménages par catégories socio-professionnelles établis par l'INSEE. Ces dernières sont plus tardives et plus approximatives, mais aussi beaucoup plus fouillées et détaillées. Le principal problème restant encore à régler, dans un secteur où la double activité est très importante, est celui d'une meilleure connaissance des revenus non agricoles. Ceci pose divers problèmes statistiques et méthodologiques parmi lesquels celui de la définition même de l'exploitation agricole ou du ménage agricole. Un programme d'amélioration de ces sources d'information est esquissé au terme de cette analyse.

## Abstract

Statistical knowledge of farm income - The statistical information concerning farm income provided by the INSEE or by the Statistics department of the Ministry of Agriculture, although still incomplete, largely because of our inaccurate knowledge of farm income for tax purposes, is nevertheless sufficient in volume and fairly complementary, so that farm income is perhaps the most accurately known of incomes other than those of wage-earners. In this study, the data provided by a direct approach - the accounts network on the microeconomic level, national and departmental accounts on the macroeconomic level, and data from « indirect » sources such as the break-down of accounts according to farm types, carried out by the SCEES (Analysis 1970) or the accounts per household worked out by the INSEE - are distinguished. This last group is the most recent and is more approximate but is also much more thorough and detailed. The main problem still to be solved, in a branch where two forms of activity are very widespread, is a better knowledge of non-agricultural income. This poses several statistical and methodological problems, including the definition of a farm and a farming household. A programme for improving these sources of information is outlined at the end of this analysis.

# LA CONNAISSANCE STATISTIQUE DES REVENUS AGRICOLES

P. GREINER

Ministère de l'Agriculture, SCEES (1)

Bien qu'encore très lacunaires, du fait notamment de la mauvaise connaissance fiscale des revenus individuels, les sources statistiques sur les revenus agricoles fournies par l'INSEE ou le Service Statistique du Ministère de l'Agriculture sont finalement assez nombreuses et complémentaires, de sorte que les revenus agricoles sont sans doute les moins mal connus des revenus non salariaux. On a distingué dans l'étude les sources qui proviennent d'une approche directe : le réseau comptable au niveau micro-économique, les comptes nationaux et départementaux au niveau macro-économique, et les sources provenant de calculs « indirects » telles que la décontraction des comptes par catégories d'exploitation réalisées par le SCEES (Analyse 70) ou les comptes de ménages par catégories socio-professionnelles établis par l'INSEE. Ces dernières sont plus tardives et plus approximatives, mais aussi beaucoup plus fouillées et détaillées. Le principal problème restant encore à régler, dans un secteur où la double activité est très importante, est celui d'une meilleure connaissance des revenus non agricoles. Ceci pose divers problèmes statistiques et méthodologiques parmi lesquels celui de la définition même de l'exploitation agricole ou du ménage agricole. Un programme d'amélioration de ces sources d'information est esquissé au terme de cette analyse. (\*)

## STATISTICAL KNOWLEDGE OF FARM INCOME

*The statistical information concerning farm income provided by the INSEE or by the Statistics department of the Ministry of Agriculture, although still incomplete, largely because of our inaccurate knowledge of farm income for tax purposes, is nevertheless sufficient in volume and fairly complementary, so that farm income is perhaps the most accurately known of incomes other than those of wage-earners. In this study, the data provided by a direct approach — the accounts network on the microeconomic level, national and departmental accounts on the macroeconomic level, and data from « indirect » sources such as the break-down of accounts according to farm types, carried out by the SCEES (Analysis 1970) or the accounts per household worked out by the INSEE — are distinguished. This last group is the most recent and is more approximate but is also much more thorough and detailed. The main problem still to be solved, in a branch where two forms of activity are very widespread, is a better knowledge of non-agricultural income. This poses several statistical and methodological problems, including the definition of a farm and a farming household. A programme for improving these sources of information is outlined at the end of this analysis.*

On sait en gros pour quelles raisons les sources d'informations directes sur les revenus agricoles sont encore très lacunaires ; réticences — ou peut-être surtout incapacité — des agriculteurs à fournir des renseignements, insuffisances des sources fiscales, spécificité du monde agricole et diversité extrême de l'agriculture française. Mais il serait injuste de négliger les progrès accomplis depuis quelques années du fait même de ces difficultés qui ont conduit les statisticiens à mettre en œuvre des méthodes

d'approche originales. De sorte qu'on peut soutenir qu'actuellement, parmi les revenus non salariaux, ce sont les revenus agricoles qui sont les moins mal connus.

Cette note vise à dresser l'inventaire des diverses sources disponibles en ce domaine, à montrer leur intérêt respectif (du point de vue de la rapidité, de la fiabilité et du niveau de détail), leur complémentarité et leurs limites, et à esquisser les grandes lignes d'un programme d'amélioration de ces statistiques.

## I. — LES SOURCES DISPONIBLES

Rappelons immédiatement la nécessaire distinction entre les **revenus agricoles** provenant de l'activité agricole quels que soient les agents économiques qui l'exercent (exploitants agricoles, mais aussi ménages et entreprises non agricoles), et les **revenus des agriculteurs** qui comprennent non seulement des revenus agricoles mais aussi des revenus d'activités extra-agricoles et des transferts sociaux.

En outre, parmi les sources statistiques, deux autres distinctions sont utiles :

— Tout d'abord, les revenus peuvent être saisis au moyen d'une **approche micro-économique** c'est-à-dire au niveau de l'agent économique individuel : l'exploitation

ou le ménage agricole en l'occurrence, ou au niveau **macro-économique** dans une optique de comptabilité glo-

\* Cette note a été rédigée en 1974 et actualisée en 1975. De ce fait, certaines des indications qu'elle contient peuvent être légèrement dépassées à l'heure actuelle. En particulier les résultats chiffrés des tableaux 1, 2, 3 et 6 devraient être revus (compte tenu des rectifications apportées notamment par la nouvelle base 1971 des comptes de l'Agriculture) ou pourraient être actualisés aux années 1974 et 1975. Le lecteur qui souhaiterait utiliser ces chiffres peut se mettre en rapport avec les services statistiques compétents (INSEE ou SCEES) pour obtenir toute précision complémentaire.

1. Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques du Ministère de l'Agriculture.

bale : branche ou secteur agricole, catégories d'exploitations, ensemble d'une zone géographique.

— Par ailleurs, il importe de distinguer, car en général la distinction influe sur la fiabilité et sur l'intérêt des résultats, les **approches directes** (enquêtes ou opérations spécifiquement statistiques) et les **approches dites « indirectes »** destinées en général à pallier les insuffisances des premières et mettant en œuvre des calculs et des hypothèses (les « décontractions » sont évidemment de cette nature).

### LES SOURCES MICRO-ECONOMIQUES DIRECTES

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), opération gérée conjointement par l'INSEE et le SCEES, constitue actuellement la seule enquête statistique permettant d'appréhender directement et objectivement le revenu agricole des exploitants. Il est réalisé chaque année depuis 1968 à partir d'environ 3.300 comptabilités tenues chez des agriculteurs volontaires. Les résultats de chaque année civile sont disponibles environ 8 mois après la fin de l'année, délai d'ailleurs encore améliorable. Ils sont fournis suivant les catégories d'« orientations technico-économiques » définies par la Communauté et ils concernent les Résultats Bruts d'Exploitation, le Résultat Net et éventuellement le « Revenu du Travail » au sens de Bruxelles. Les principaux de ces résultats sont fournis ci-après.

Les limites de l'opération tiennent au coût élevé des comptabilités (environ 1.800 F) qui interdit d'étendre l'échantillon à un volume suffisant, et aux réticences des agriculteurs à l'égard de la comptabilité qui tendent à cantonner encore l'échantillon aux exploitations les plus importantes ou les plus dynamiques. Il en résulte que le Réseau ne peut suivre correctement l'ensemble des catégories d'exploitations et que ses résultats, trop monographiques, ne peuvent être valablement étendus à l'ensemble de l'agriculture.

Deux améliorations sont toutefois prévues. Conformément aux directives communautaires, l'échantillon doit être progressivement étoffé par intégration de comptabilités déjà existantes : détenues par les Centres de Gestion ou communiquées à l'administration par les futurs bénéficiaires des aides à la comptabilité. Par ailleurs, une enquête statistique de caractère classique (dans ses méthodes et surtout dans ses coûts) doit être lancée auprès des **petites exploitations** mal couvertes par le RICA en vue d'appréhender leurs recettes et leurs dépenses au moyen d'une comptabilité simplifiée. Cette enquête (ERD PEA) est réalisée à titre pilote auprès de 720 exploitations dès 1975.

Les principaux résultats du RICA pour lesquels des données France entière peuvent être dégagées, sont regroupés dans le tableau I. Les résultats relatifs à d'autres catégories ne sont disponibles que pour certaines régions.

Tableau 1. — Principaux résultats du RICA

Orientations et taille	RBE par exploitation			Revenu net par actif familial		
	1971	1972	1973	1971	1972	1973
Grande culture						
20/50 ha	41,2	55,4	48,4	25,7	35,8	30,1
+ 50 ha	118,6	134,1	132,0	71,3	78,4	77,0
Culture + bovins						
20/50 ha	41,7	58,2	58,2	20,7	28,4	25,6
+ ha	88,3	104,0	89,7	38,6	46,3	39,5
Fruits : 5/10 ha	28,9	38,6	42,3	14,8	22,5	25,3
Bovins : 5/10ha	11,4	20,3	20,2	7,1	12,9	12,6
10/20 ha	22,5	35,8	29,2	11,5	19,7	14,6
20/50 ha	35,2	61,8	45,8	16,2	29,5	20,7
+ 50 ha	72,8	108,2	59,7	31,6	52,4	26,4
Bovins + culture						
10/20 ha	31,6	31,0	23,2	15,2	15,0	11,3
20/50 ha	52,2	57,2	38,5	23,0	25,2	16,1
+ 50 ha	88,7	112,0	64,9	36,9	51,4	26,8
Bovins + porc et vol.						
10/20 ha	37,4	39,1	26,4	18,7	19,2	12,0
20/50 ha	56,9	65,1	40,7	24,6	30,2	17,5

Les sources fiscales sont signalées ici pour mémoire. Déterminante pour la connaissance des revenus d'autres catégories sociales, cette source est malheureusement d'un intérêt très limité en agriculture en raison des particularités de la fiscalité agricole liées à la pratique quasi générale du forfait collectif : dans un article d'Economie et Statistique, l'INSEE estime à 36 % seulement la part du revenu des agriculteurs (au sens des comptes) qui est saisie par le fisc, alors que cette part est de 78 % pour l'ensemble des catégories sociales (55 % pour les professions indépendantes, 91 % pour les ouvriers...). On peut considérer que cette lacune fondamentale de la statistique d'origine fiscale constitue, avec la traditionnelle réticence (ou l'incapacité) des entrepreneurs agricoles à aborder les aspects monétaires de leur activité, la cause essentielle de difficulté dans la connaissance des revenus agricoles.

Il reste que malgré cette inadéquation fondamentale, les données fiscales agricoles (TVA, bénéfices réels...) devraient sans doute faire l'objet de plus d'attention et de dépouillements plus poussés que ce n'est le cas aujourd'hui.

### LES APPROCHES MACRO-ECONOMIQUES DIRECTES

Elles sont essentiellement représentées par les **comptes globaux de la branche agriculture : comptes nationaux** établis par l'INSEE et **comptes départementaux et régionaux** établis par le SCEES.

Les comptes nationaux de l'agriculture constituent la source la plus connue, la plus fiable et la plus rapide sur les revenus agricoles. Les comptes de l'année n sont élaborés à titre provisoire en février-mars n+1 par l'INSEE et présentés à la Commission des Comptes de l'Agriculture.

ture en avril. En outre, leur méthode se prête bien à l'élaboration de **comptes prévisionnels** réalisables pour l'année en cours ou même l'année future, et qui, au fur et à mesure qu'ils se précisent, fournissent une approche rapide et souple de l'évolution du revenu global.

Les résultats d'ensemble les plus récents figurent dans le tableau 2 qui indique l'évolution du « Résultat Brut d'Exploitation » de la Branche agriculture (optique commercialisation) au cours des 10 dernières années (% par rapport à l'année précédente).

Tableau 2. — *Evolution du RBE de la branche Agriculture de 1966 à 1974 en % de l'année précédente*

	1966	1967	1968	1969	1970	66-70 (moyen.)	1971	1972	1973	1974
Prix de la production agricole	4,2	0,4	0	7,6	6,0	3,6	5,0	11,1	11,7	4,4
Prix consommations intermédiaires	1,2	1,5	1,3	4,9	5,3	2,8	6,6	5,0	11,3	23,9
Prix de la PIB	2,8	2,7	4,1	6,6	5,2	4,3	5,3	6,0	7,2	11,2
RBE en francs courants	4,8	6,9	2,2	7,6	7,0	5,7	9,4	16,4	14,7	— 1,3
Nombre d'exploitations	— 2,9	— 2,9	— 2,7	— 2,7	— 2,7	— 2,8	— 2,7	— 2,7	— 2,7	— 2,7
RBE moyen par exploitation en valeur réelle *	4,9	7,2	0,9	3,7	4,6	4,3	6,8	12,8	10,0	— 8,7

(\*) Ce ratio constitue l'indicateur traditionnel de revenu agricole utilisé par la Commission des Comptes de l'Agriculture et dont la significativité a été quelque peu critiquée pour des raisons examinées ci-après

**Les comptes départementaux et régionaux de l'agriculture**, de création beaucoup plus récente, sont établis par le SCEES à partir des estimations originales effectuées chaque année par les services statistiques des DDA selon les mêmes méthodes et les mêmes concepts que ceux de la comptabilité nationale. Bien que cohérents avec les comptes nationaux, leur fiabilité est cependant moindre car de nombreuses sources utilisées à l'échelon national ne sont pas disponibles au niveau départemental alors que se pose le délicat problème de l'évaluation des flux interdépartementaux. En outre, leur élaboration nécessite des délais importants : les comptes de l'année n ne sont disponibles qu'à la fin de l'année n+1. Ces délais sont

cependant en cours d'amélioration et des comptes « rapides » ont pu être réalisés pour l'année 1974 dès le début de 1975.

En dépit de leur caractère encore imparfait, ces comptes apportent d'intéressantes indications sur les disparités de revenu agricole entre départements ou régions pratiquant des types d'agriculture différents ou bénéficiant de structures agricoles plus ou moins évoluées. Le tableau suivant récapitule, au niveau des régions de programme, les principaux résultats relatifs à l'année 1974, étant bien entendu que les résultats départementaux mettent naturellement en évidence des disparités encore plus sensibles.

Tableau 3. — *RBE moyen par exploitation et par actif familial en 1974 (FRANCS)*

	RBE moyen par			RBE moyen par	
	exploitation	actif (*)		exploitation	actif (*)
Région Parisienne	128.750	96.050	Bretagne	36.200	33.200
Champagne	77.750	73.950	Poitou	25.950	24.000
Picardie	68.350	58.700	Aquitaine	28.500	25.000
Haute-Normandie	30.100	33.750	Midi Pyrénées	23.500	20.800
Centre	30.500	32.200	Limousin	18.750	15.000
Basse-Normandie	27.050	23.750	Rhône Alpes	14.700	16.000
Bourgogne	36.600	33.800	Auvergne	21.000	19.350
Nord	46.150	36.400	Languedoc	23.850	33.450
Lorraine	29.550	29.400	Provence	27.250	32.700
Alsace	13.350	13.450	Corse	24.150	50.900
Franche-Comté	24.350	21.100	FRANCE	29.500	28.450
Pays de la Loire	22.450	20.800			

(Résultats très provisoires : comptes « rapides » pour 1974.)

\* Ramenés en équivalents d'actifs à temps complet (personnes-années-travail)

— Qu'il s'agisse des comptes nationaux ou des comptes départementaux, les principales limites de ces sources macro-économiques directes sont de deux ordres :

— Leur caractère trop global ne permet pas d'apprécier les différences considérables de revenu qui existent entre exploitations de tailles ou d'orientations différentes. Bien qu'ils constituent une première forme de déglobalisation des résultats nationaux, les comptes départementaux présentent à leur échelon géographique la même limitation. La solution du problème passe par la confection de comptes par catégories d'exploitations.

— En second lieu, ces comptes s'avèrent pour le moment **incapables de dépasser le stade du Résultat Brut d'Exploitation de la branche**. Cet agrégat caractérise à la **rigueur correctement le revenu agricole** ; mais pour arriver à des concepts de revenu approchant mieux **le revenu des agriculteurs**, bien des améliorations seraient nécessaires : estimation de la charge d'amortissement, confection de comptes de secteur et surtout de comptes des ménages agricoles, toutes opérations qui sont encore embryonnaires aujourd'hui.

## LES APPROCHES DE CARACTERE INDIRECT

C'est précisément pour pallier certaines de ces insuffisances qu'ont été entreprises diverses opérations statistiques qui constituent les sources indirectes d'information sur les revenus agricoles. Sur le plan technique, elles se différencient des sources directes, dont elles constituent d'ailleurs des synthèses (en particulier synthèse entre les sources micro et macro-économiques), par le fait qu'elles ne résultent pas d'observations ou d'évaluations statistiques directes mais de calculs élaborés mettant en œuvre des hypothèses dont la validité — et par conséquent la fiabilité de ces sources indirectes — peuvent toujours être plus ou moins contestées. Deux de ces sources nous intéresseront plus particulièrement : l'« Analyse 70 » du SCEES et les comptes de ménages de l'INSEE.

### L'« Analyse 70 »

Précédée par une « Analyse 67 » et normalement destinée à être suivie d'une « Analyse 75 », l'« Analyse 70 » menée par le SCEES est une opération qui vise à **reconstituer les résultats économiques des exploitations agricoles en « décontractant » les flux monétaires globaux de recettes et de dépenses enregistrés dans les comptes nationaux et départementaux, entre les diverses catégories d'exploitations, au prorata des données de structure recueillies sur ces dernières à l'occasion du recensement général de l'agriculture de 1970 (2).**

Comme indiqué ci-dessus, une telle méthode comporte nécessairement des imprécisions et des approximations importantes, elle est basée notamment sur l'utilisation des moyennes qui masquent en partie l'étendue des dispersions entre les situations individuelles effectives. Cela dit, les résultats, utilisés avec les précautions qui s'imposent complètent fort utilement les approches directes. D'une part ils fournissent des indications analogues à celles du Réseau Comptable, mais cohérentes avec les données globales de la comptabilité nationale et surtout **disponibles pour tous les types et toutes les tailles d'exploitations**. D'autre part, ils apportent une **déglobalisation des comptes nationaux et départementaux par catégories** d'exploitations très diversifiées : classes de taille, orientations technico-économiques... ainsi qu'une répartition des exploitations en fonction de divers critères économiques ou monétaires : importance du produit brut, du résultat par exploitation ou par actif familial...

La richesse de ces résultats est illustrée dans les différents tableaux de la page suivante, étant bien entendu que ces tableaux existent pour tous les échelons géographiques : régions, départements et parfois régions agricoles, le niveau de détail n'étant limité que par la fiabilité des résultats.

Outre ces problèmes de fiabilité, signalons que ces résultats sont fournis pour l'ensemble des exploitations agricoles recensées par la statistique agricole à partir de définitions assez extensives qui intègrent notamment des unités de taille très marginale. C'est ainsi que le Recensement de 1970 dénombre 1.587.000 exploitations parmi lesquelles 10,5 % ont moins de 1 ha, 23 % emploient moins que l'équivalent de 1/2 personne à temps complet, et 25 % ont une production annuelle inférieure à 10.000 F de l'époque. La présence de ces unités influe évidemment sur la dispersion des revenus qui apparaissent dans l'étude. Il n'est pas impossible d'éliminer des résultats l'influence de ces micro-exploitations, mais cela présente certaines difficultés en l'absence d'une définition précise des unités à retenir (cf. ci-après).

Une autre limite à l'intérêt de cette source est le caractère tardif de ses résultats, dû à l'importance et à la complexité des opérations de dépouillement et d'élaboration des informations. Cette situation est d'ailleurs commune à toutes les sources indirectes et pour la même raison.

---

2. Les résultats complets ont été publiés dans les n° 109 et 109 bis (pour 1967), 133 (pour 1970) des Suppléments Série Etudes de Statistique Agricole.

**Tableau 4. — RBE moyen par exploitation et par actif familial en 1970  
selon certaines caractéristiques des exploitations**

(« ANALYSE 70 »)  
Résultats provisoires

SAU (ha)	RBE par		Orientation et taille	RBE par		Orientation et taille	RBE par	
	expl.	actif		expl.	actif		expl.	actif
— de 1	7.350	19.550	Grande culture	51.700	49.600	Bovins lait	13.000	11.200
1/2	8.370	18.230	10/20 ha	21.700	23.400	— de 5 ha	4.500	7.900
2/5	11.450	17.570	20/50 ha	37.900	30.800	5/10 ha	8.400	8.400
5/10	15.070	15.030	+ 50 ha	121.500	86.800	10/20 ha	14.300	10.400
10/15	19.220	14.970	Légumes	34.700	29.600	20/50 ha	23.300	14.400
15/20	22.790	16.020	Cult. + Bovins	29.800	19.800	Bovins mixtes	18.300	12.700
20/25	25.990	17.390	— de 10 ha	9.700	9.500	5/10 ha	7.300	7.500
25/30	28.600	18.400	10/20 ha	19.100	13.300	10/20 ha	13.400	10.000
30/35	30.960	19.550	20/50 ha	31.000	19.300	20/50 ha	21.200	13.400
35/50	35.130	21.720	+ 50 ha	57.700	32.800	+ 50 ha	35.400	19.800
50/70	44.750	26.940	Culture + porcs	17.600	18.300	Ovins	4.400	4.400
70/100	58.660	35.590	Fruits	30.400	42.100	Bovins + cult.	21.500	14.600
100/200	106.130	67.380	Vigne	25.100	37.000	10/20 ha	15.500	10.900
200 et +	260.000	187.520	— de 2 ha	4.900	20.600	20/50 ha	24.700	15.100
Ensemble	22.100	20.020	2/5 ha	20.700	30.700	+ 50 ha	40.700	22.700
			5/10 ha	32.800	30.000	Bovin + porc + vol.	12.800	10.500
			+ 10 ha	67.300	50.900	— de 5 ha	4.400	7.500
			Bovins-viande	20.000	17.200	5/10 ha	7.700	7.400
			5/10 ha	11.300	15.900	10/20 ha	14.000	9.900
			10/20 ha	18.100	16.500	+ 20 ha	23.600	14.100
			20/50 ha	22.100	15.500	Porcs	58.100	50.500
			+ 50 ha	26.200	16.600	Volailles	31.600	53.300
						Porc/vol. + bov.	14.800	14.300

**Tableau 5. — Répartition des exploitations en 1970 selon certains résultats économiques**

Importance de la production (F)	% des exploitations	Importance du RBE (F)	% des exploitations	Importance du RBE/actif familial	% des actifs familiaux
— de 5.000	11,9	— de — 5.000 (**)	2,0	— de — 5.000 (**)	1,6
5.000/7.500	6,9	— 5.000/ + 2.500	15,8	— 5.000/ + 2.500	7,1
7.500/10.000	6,0	2.500/5.000	11,0	2.500/5.000	9,2
10.000/15.000	9,8	5.000/7.500	9,2	5.000/7.500	11,7
15.000/20.000	7,9	7.500/10.000	7,7	7.500/10.000	11,8
20.000/25.000	6,8	10.000/12.500	6,6	10.000/12.500	10,5
25.000/30.000	6,0	12.500/15.000	5,8	12.500/15.000	8,7
30.000/40.000	10,1	15.000/20.000	9,4	15.000/20.000	12,3
40.000/50.000	7,8	20.000/25.000	7,1	20.000/25.000	7,5
50.000/75.000	12,0	25.000/30.000	5,2	25.000/30.000	4,8
75.000/100.000	5,8	30.000/50.000	10,7	30.000/50.000	8,3
100.000/300.000	7,8	50.000/100.000	6,4	50.000 et +	6,5
300.000/500.000	0,8	100.000 et +	3,1		
5.000.000 et +	0,5			Ensemble	100,0
Ensemble	100,0 (1.587.500)	Ensemble	100,0 (1.587.500)		(1.752.000) (*)

(\*) Actifs familiaux exprimés en équivalents temps complet (personnes-années-travail).

(\*\*) Déficit dont la signification économique peut être contestable.

Pour pallier cette insuffisance et en attendant la réalisation d'une nouvelle « Analyse » basée sur la prochaine enquête de structure de 1975, qui deviendra d'ailleurs peut-être annuelle si une Enquête Permanente sur les Exploitations Agricoles (EPEXA) voit le jour, le SCEES a mis au point une méthode d'actualisation som-

maire mais rapide des résultats de 1970. Cette actualisation nécessite une projection aux années récentes de l'évolution des structures d'exploitation, et des hypothèses supplémentaires sur la manière dont l'évolution des résultats globaux de l'agriculture se répercute sur les diverses catégories d'entreprises agricoles. Cela implique

donc une nouvelle source d'approximations et les résultats doivent être considérés comme des indicateurs de tendance assez grossiers, valables seulement comme des ordres de grandeur. Malgré cette imperfection, ils pourraient constituer l'amorce d'un suivi régulier et actualisé de l'évolution du revenu agricole par catégories d'exploitations.

Pour les années récentes, les indicateurs d'évolution du revenu agricole qui résultent de cette déglobalisation des comptes par classes de taille et par orientations économiques (% par rapport à l'année précédente) (3) ont été regroupés dans le tableau 6.

Tableau 6. — Indicateurs d'évolution du revenu agricole

SAU	1971/70	1972/71	1973/72	1974/73
— moins de 1 ha	9,1	7,0	17,6	10,3
— 1 à 5 ha	3,4	11,4	16,8	6,4
— 5 à 10 ha	3,6	11,9	13,8	8,1
— 10 à 20 ha	4,8	12,5	9,1	8,3
— 20 à 50 ha	6,0	12,8	4,8	10,4
— 50 à 100 ha	7,5	13,1	3,3	11,7
— 100 ha et +	4,9	13,6	6,5	12,0
Ensemble	6,8	13,4	10,4	8,7

  

Orientation	1971/70	1972/71	1973/72	1974/73
— Grande culture	9,8	5,7	3,2	7,1
— Légumes	1,0	12,5	5,3	2,4
— Culture + élevage	8,6	10,1	2,4	7,4
— Culture + élevage hors sol	4,6	6,3	6,7	9,6
— Fruits	6,5	15,9	0,5	35,9
— Vigne	15,4	26,0	37,7	33,7
— Bovins-viande	9,6	13,6	3,3	7,1
— Bovins-Lait	12,6	20,1	2,6	6,3
— Bovins-mixte	11,5	22,8	3,2	2,7
— Elevage + Culture	6,4	14,0	1,9	5,7
— Elev. + Elev. h. sol	2,4	13,9	0,2	7,4
— Porc	2,8	12,7	24,9	26,2
— Volailles	3,2	8,2	6,5	9,6
— Elev. h. sol + élev.	1,2	10,4	7,1	16,5
— Ensemble	6,8	12,8	10,0	8,7

Tableau 7. — Principaux résultats pour 1970 en moyenne par ménage (Francs)

	Agriculteurs	Salariés agricoles	Professions indépendantes	Ouvriers	Ensemble des ménages
. revenus agricoles	34.992	574	633	99	2.474
. autres revenus primaires	6.668	14.691	78.970	21.177	25.776
— revenus primaires	41.660	15.265	79.603	21.276	28.250
— revenus de transferts	6.975	7.461	4.772	8.460	9.198
— prélèvement fiscal	— 1.730	— 483	— 7.899	— 945	— 2.266
— revenus disponibles	46.905	22.243	76.476	28.791	35.182
— revenu disponible moyen/personne	12.275	6.134	23.133	7.924	10.973
— évolution du RD/ménage en % annuel :					
65/62	6,9	10,5	7,7	10,2	8,3
70/75	11,7	9,9	9,9	8,3	9,0

La seconde limite dans l'intérêt de ces résultats est qu'ils ne concernent eux aussi pour l'instant que le résultat brut d'exploitation agricole, tel qu'il est défini dans les comptes globaux : il n'a pas encore été possible de poursuivre la décontraction jusqu'au résultat net d'exploitation, ni jusqu'aux autres revenus primaires (non agricoles) ou aux revenus de transfert perçus par les exploitants agricoles. Les informations assez détaillées qui figurent dans les enquêtes agricoles sur les activités extérieures des exploitants, l'existence de « comptes sociaux » des agriculteurs au niveau global ainsi que diverses études en cours (4) devraient permettre des améliorations en ce domaine. Celles-ci sont toutefois liées à un investissement méthodologique et statistique qu'il n'a pas encore été possible de réaliser.

## LES COMPTES DES MENAGES AGRICOLES

Les comptes des ménages par catégories socio-professionnelles réalisés par l'INSEE (5) pour les années 1956, 1962, 1965, et 1970 permettent justement, et c'est là leur intérêt principal, de retracer non seulement les revenus agricoles, mais aussi les autres revenus primaires, les transferts sociaux et le revenu disponible des diverses catégories de ménages et en particulier des exploitants et des salariés agricoles. Pour l'essentiel, ils sont obtenus au moyen d'une « décontraction » des comptes économiques globaux entre les catégories au prorata des informations fournies notamment par le dépouillement d'un échantillon de déclarations fiscales.

3. Ces résultats ont été présentés à la Commission des Comptes de l'Agriculture en avril 1975 et sont publiés dans les Cahiers de Statistique Agricole (n° 21).

4. Une étude envisagée par l'INSEE pour 1975 consisterait, pour un échantillon d'exploitations agricoles, à rechercher dans les dossiers fiscaux, la trace des revenus imposables non agricoles déclarés par ces exploitants.

5. Economie et Statistique, n° 59, et Les collections de l'INSEE, n° 40-M.

L'intérêt de ces comptes est double : d'une part ils constituent une **approche du revenu des agriculteurs**, en outre ils permettent une **comparaison avec les revenus des autres catégories socio-professionnelles** (6). Malheureusement, présentant des avantages appréciables par rapport aux sources d'information examinées ci-dessus, ils en présentent aussi les limites complémentaires.

Outre le caractère tardif des résultats (dû aux délais d'élaboration inhérents à ce type d'approche indirecte et déjà évoqués ci-dessus), ces limites sont de deux ordres :

— elle ne fournit qu'une information globale sur l'agriculture, sans possibilité pour l'instant de ventilation par catégories d'exploitants (7) ;

— la fiabilité des résultats peut être tributaire de la qualité des informations fiscales utilisées et l'intérêt qu'ils présentent est lié à la notion de ménage agricole utilisée par l'INSEE qui est, elle, assez restrictive (1.024.000 ménages en 1970 dont le chef a déclaré avoir une activité principale agricole, contre 1.584.000 exploitations au sens de la statistique agricole).

## II. — ESQUISSE D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL

Il appartiendra au Conseil National de la Statistique de dégager les grandes lignes d'un programme à moyen terme de la statistique agricole. Comme préalable à cette programmation, on peut tenter de récapituler les diverses opérations qu'il serait souhaitable de développer ou de mettre en place pour améliorer la connaissance statistique des revenus agricoles.

1. Cette amélioration ne suppose pas uniquement des actions spécifiques aux revenus. L'information sur les revenus, on l'a vu en effet, est souvent obtenue comme synthèse d'un ensemble de données statistiques sur les productions, les prix, et les structures agricoles. Son amélioration ne saurait en aucun cas se développer au détriment de l'ensemble de la statistique agricole dont elle constitue en quelque sorte l'un des aboutissements.

Plus précisément, les **opérations statistiques de base** qui seraient actuellement les plus profitables à la connaissance des revenus seraient :

— le développement de la collecte de données économiques à court terme au niveau départemental qui permettrait d'actualiser plus rapidement et plus sûrement les comptes départementaux, voire d'établir comme à l'échelon national des comptes prévisionnels (en même temps qu'il satisfèrait une pressante demande d'informations conjoncturelles au sein des régions et des départements) ;

— la réalisation de l'enquête sur les structures d'exploitation prévue pour 1975 qui doit fournir une nouvelle base pour la décontraction des comptes par catégories d'agriculteurs (« Analyse 75 ») et surtout sa poursuite dans l'avenir à cadence annuelle sous la forme d'un Echantillon Permanent d'Exploitations Agricoles (EPEXA) qui permettrait de mettre à jour régulièrement et sûrement ce type d'approche indirecte.

2. En ce qui concerne les **investigations statistiques directement tournées vers la connaissance des revenus**, les efforts devraient porter sur les opérations suivantes :

— poursuite de l'amélioration de la représentativité du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) par l'extension de la rationalisation de son échantillon, ce qui lui permettrait de suivre l'ensemble des catégories d'exploitations dont la dimension et le degré de développement justifient une approche par la comptabilité ;

— poursuite de la mise en place et extension de l'Enquête sur les Recettes et Dépenses des Petites Exploitations Agricoles (ERDPEA) destinée à compléter le Réseau en direction des exploitations actuellement peu aptes à tenir une véritable comptabilité.

3. En dehors des opérations statistiques proprement dites, beaucoup serait à attendre d'une **utilisation plus poussée des « sous-produits » administratifs** et notamment des **données fiscales** dont on a signalé les lacunes en ce qui concerne l'agriculture, mais aussi la relative sous-utilisation. Outre la poursuite des opérations menées par l'INSEE à partir des déclarations de revenu et dont on a vu l'intérêt pour l'approche des revenus non agricoles (cf. ch. I, les approches de caractère indirect), sans doute serait-il possible de tirer plus d'informations à partir d'exploitations adéquates des déclarations souscrites à l'occasion de l'imposition au bénéfice réel, du remboursement forfaitaire et surtout de la TVA agricole.

Par ailleurs, il conviendrait de développer l'utilisation des statistiques fournies par la Mutualité Sociale Agricole du point de vue notamment des revenus de transferts. Enfin, en ce qui concerne une catégorie particulière d'exploitations, la mobilisation statistique des informations dégagées par la mise en œuvre des plans de développement mériterait une attention particulière.

4. **Les comptes économiques de l'agriculture** continueront à constituer l'instrument de synthèse privilégié pour la connaissance des revenus agricoles. Compte tenu des diverses lacunes qu'ils recèlent encore et que l'on a analysées ci-dessus, les efforts essentiels devraient tendre :

— à développer ces comptes, en particulier par l'établissement régulier de comptes de capital et de patrimoine qui permettraient notamment d'appréhender correctement la formation de capital et l'amortissement, de préciser les liaisons qui existent entre le revenu et le capital et de déterminer les revenus nets ;

6. Sous une réserve cependant : le revenu des catégories non salariées comme les agriculteurs est présenté brut (sans déduction des charges d'amortissement notamment) alors que les revenus salariaux sont évidemment des revenus nets.

7. L'étude envisagée par l'INSEE et citée ci-dessus pourrait éventuellement fournir une déglobalisation de ces données.

— à préciser et à affiner les champs économiques couverts par ces comptes grâce à l'établissement — outre des comptes de la branche agricole, concept peu significatif économiquement — des comptes du secteur agricole, des exploitations agricoles, des ménages agricoles (sous réserve des problèmes de concepts évoqués ci-dessous).

La confection par l'INSEE de la nouvelle base 1971 des comptes de la nation devrait être l'occasion d'apporter ces diverses améliorations, ou du moins de mettre en place les moyens méthodologiques nécessaires pour y parvenir.

5. En aval de la comptabilité nationale, il convient de poursuivre les **travaux et études** visant à développer et à améliorer la fiabilité statistique des diverses « déglobalisations » qui sont faites à partir des comptes globaux.

— **La déglobalisation géographique** est essentiellement constituée par les comptes départementaux dont il importe d'améliorer la quantité et la rapidité et d'assurer l'intégration dans la nouvelle base des comptes nationaux, compte tenu des améliorations évoquées ci-dessus. Une procédure de confection rapide de ces comptes, dès le début de l'année  $n+1$ , est en cours de mise en place au SCEES ; des comptes prévisionnels peuvent également être envisagés. A l'inverse il conviendra de ne pas négliger l'étude des séries rétrospectives de ces comptes (depuis 1962 à l'échelon régional et depuis 1967 à l'échelon départemental) en liaison avec les autres caractéristiques structurelles et économiques des départements, afin de mieux cerner l'origine des disparités géographiques de revenu.

— **La déglobalisation sectorielle**, selon diverses catégories d'exploitations agricoles (orientations technico-économiques et tailles essentiellement), est permise grâce aux études de type Analyse 70. Une « Analyse 75 » devra être réalisée à partir de l'enquête structures de fin 1975 et permettra d'étudier l'évolution des revenus entre les deux dates, en même temps qu'elle apportera une nouvelle base pour des actualisations ultérieures. La reconduction annuelle de cette enquête de structure (EPEXA) permettrait cependant, comme on l'a déjà signalé, d'actualiser chaque année les comptes par catégories d'exploitations de façon beaucoup plus sûre.

— Enfin, une combinaison de ces deux types de déglobalisation, c'est-à-dire la confection de **comptes départementaux et régionaux par catégories d'exploitations**, constitue naturellement le prolongement logique de ces travaux. Une première tentative en ce sens est également en cours au SCEES. En même temps qu'elle répondrait à une demande explicite des utilisateurs pour un niveau de détail plus fin de ce type d'information, elle permettrait vraisemblablement d'améliorer la qualité des résultats en assurant une meilleure synthèse de cette approche avec les données micro-économiques du RICA et de l'ERDPEA.

6. Ce tour d'horizon, encore partiel et probablement provisoire, ne serait pas complet si l'on n'évoquait **quelques problèmes méthodologiques de fond** qui ne sont pas spécifiques au problème des revenus agricoles, mais dont

la solution conditionne vraisemblablement une partie des progrès de la statistique agricole dans les années à venir et en particulier ceux qui concernent la connaissance des revenus : il s'agit surtout de la définition des exploitations agricoles et des ménages agricoles.

a) **Nécessité d'une définition précise des exploitations agricoles professionnelles.** La statistique agricole, et par conséquent toutes les sources statistiques qui procèdent d'elles (« Analyse 70 », comptes départementaux, etc.) est concernée par l'ensemble des exploitations agricoles telles qu'elles résultent des définitions utilisées dans les enquêtes de structure. Dans le souci de couvrir au mieux la branche agriculture (c'est-à-dire toutes les unités qui participent à la production agricole), ces définitions sont volontairement très extensives : ensemble des unités d'au moins 1 hectare de surface agricole utile, ou de 20 ares de cultures spécialisées, parfois moins encore dans certains cas particuliers. Cette situation conduit à deux types d'inconvénients.

— La présence dans les statistiques d'un nombre important de très petites unités (micro-exploitations) qui peuvent rendre douteuse la signification économique de certaines moyennes en raison du fait qu'il ne s'agit pas d'exploitations véritablement professionnelles.

— L'impossibilité de raccorder les données de la statistique agricole avec celles qui proviennent d'autres sources (Mutualité Sociale Agricole, statistiques fiscales ou professionnelles) basées sur des définitions différentes, parfois assez floues en ce qui concerne la notion même d'exploitation agricole, souvent moins extensives.

S'il ne paraît pas opportun de modifier la définition statistique de l'exploitation qui a son utilité et présente en outre l'avantage de la pérennité, au moins depuis 1955, et d'une certaine harmonisation au plan international, il serait par contre hautement souhaitable de définir de façon précise le sous-ensemble des exploitations « professionnelles » (le terme importe d'ailleurs peu) qui constituent véritablement **la population dont il est important de bien connaître les résultats économiques.** Cependant, comme l'a constaté le groupe de travail de la Commission des Comptes de l'Agriculture sur les indicateurs de revenu, il est très difficile de trouver un seuil définissant correctement la catégorie recherchée. Une réflexion approfondie sur ce point serait donc nécessaire, dans laquelle il est clair que le statisticien n'est pas seul concerné, surtout si l'on cherche aussi à atteindre l'objectif évoqué ci-dessus de coordination et de raccordement avec d'autres sources.

Cette classification des exploitations agricoles selon leur dimension économique en deux groupes : « micro-exploitations » ou « exploitations marginales », et « exploitations professionnelles » (pouvant éventuellement être éclatées à leur tour entre exploitations de type familial et très grosses entreprises de type quasi sociétaire par exemple), devrait bien entendu se combiner avec une typologie selon l'orientation technico-économique, typologie pour laquelle des travaux sont actuellement en cours, notamment à l'échelon communautaire, qu'il conviendra de faire aboutir.

#### b) Nécessité d'une définition du ménage agricole

Un problème analogue se pose au niveau des ménages. Si la statistique agricole appréhende l'ensemble des ménages vivant sur une exploitation agricole, par contre les ménages agricoles définis par l'INSEE (pour établir les comptes des ménages par catégories socio-professionnelles par exemple) sont constitués par les ménages dont le chef exerce principalement la profession d'agriculteur. Outre les insuffisances propres de cette définition, on peut noter que le RGA de 1970 recensait 1.587.000 exploitations (donc au moins autant de ménages), alors que les comptes des ménages pour la même année décomptaient seulement 1.024.000 ménages agricoles, sans qu'on puisse donc connaître la situation des quelque 550.000 autres ménages dont une partie au moins doivent cependant pratiquer une agriculture de type professionnel.

Bien que très lié au précédent, ce problème ne lui est cependant pas entièrement identique car il s'agit cette fois de définir **la population dont il est particulièrement intéressant sur le plan social de suivre le revenu**. Il peut donc impliquer une solution basée sur des critères de délimitation distincts de ceux qui pourraient caractériser les exploitations professionnelles. Cette solution permettrait en tout cas de faire avancer les travaux en matière de comptes des ménages agricoles, notamment en assurant une meilleure cohérence au sein de l'ensemble du système de comptes agricoles (meilleure insertion des comptes sociaux par exemple) et en permettant de mieux préciser l'importance des revenus non agricoles perçus par les agriculteurs.